

Monsieur Phillips, manifestement, n'est pas dupe des assurances creuses du gouvernement selon lesquelles cet accord est dans l'intérêt du Canada. Le gouvernement devrait tenir compte de l'opinion des Canadiens, celle notamment de Roger Phillips, avant qu'il ne soit trop tard.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

ON APPUIE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

M. John Reimer (Kitchener): Monsieur le Président, on ne saurait passer sous silence la piètre performance des députés libéraux et néo-démocrates au cours des récentes négociations commerciales de notre pays avec les États-Unis. Tout d'abord, ces députés ont dit aux Canadiens que nos programmes sociaux étaient sacrifiés. L'étaient-ils vraiment? Ils ne l'étaient pas. Puis ils ont soutenu que le gouvernement allait brader nos secteurs culturels. L'a-t-il fait? Pas du tout. Ensuite, ils ont donné à entendre que notre programme d'assurance chômage serait modifié. L'a-t-il été? Absolument pas. Enfin, ils ont déclaré que le pacte de l'automobile allait être démantelé. L'a-t-il été? Non. En fait, il a été renforcé.

Dans ces conditions, je vous le demande, monsieur le Président, quels sont les députés dont il faut mettre en doute la crédibilité? Certainement pas les ministériels dont l'initiative et le courage nous ont donné un accord commercial historique qui permettra au Canada de continuer de prospérer. Par contre, j'invite fortement les Canadiens à réfléchir aux propos trompeurs et irresponsables tenus par les députés de notre opposition pas si loyale et leurs alliés socialistes. Les actes constructifs sont plus éloquentes que les propos tendancieux.

Le bilan du gouvernement peut souffrir l'examen de n'importe quel Canadien honnête, ce qui n'est pas le cas de celui des libéraux et des néo-démocrates.

* * *

LES TRAITEMENTS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

LA RÉMUNÉRATION DES INFIRMIERS ET INFIRMIÈRES AUTORISÉS

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je prends la parole pour signaler à la Chambre ce que je considère comme une grave injustice dans la façon dont le gouvernement traite certains de ses fonctionnaires. L'injustice dont je parle a trait à la rémunération présentement offerte aux infirmiers et infirmières autorisés au service du gouvernement fédéral.

À l'heure actuelle, un infirmier ou une infirmière autorisé gagne 3 cents de plus l'heure qu'un infirmier ou une infirmière auxiliaire autorisé. Je trouve ça complètement inacceptable. Les représentants des infirmiers et infirmières et l'Institut professionnel de la Fonction publique ont discuté de la question avec l'ex-président du Conseil du Trésor qui leur a promis une réponse avant le 1^{er} septembre. Cette date est passée depuis longtemps, et les infirmiers et infirmières autorisés au service du gouvernement fédéral sont toujours traités injustement et

Article 21 du Règlement

attendent toujours. On compte dans les hôpitaux relevant du gouvernement fédéral 900 de ces employés qui ont besoin d'aide.

J'exhorte le président du Conseil du Trésor (M. Mazankowski) à agir dès maintenant. Tout autre retard à agir ne fera qu'aggraver l'injustice actuelle.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE DU MANITOBA

M. Felix Holtmann (Selkirk—Interlake): Monsieur le Président, il y a des choses qui ne changent pas.

Il n'était donc pas étonnant d'entendre hier soir une voix isolée criant dans le désert socialiste du Manitoba à propos du libre-échange. Nous avons fini par nous attendre à voir Howard Pawley adopter la position socialiste réactionnaire du reste du Nouveau parti démocratique visant à préserver le statu quo et à résister à tout changement positif pour notre pays.

• (1415)

Howard Pawley et son groupe de néo-démocrates incompetents ont fait du Manitoba, depuis trois ans, une enclave de désespoir. Pendant que les politiques conservatrices mettaient l'ensemble du Canada sur la voie d'une nouvelle prospérité, les néo-démocrates du Manitoba ont constamment résisté au mouvement.

Ce qui est paradoxal et même carrément incompréhensible, c'est que M. Pawley et son gouvernement veulent accroître leurs ventes d'hydro-électricité aux États-Unis, exploiter les ressources en potasse de la province pour les écouler sur le marché américain, qu'ils ont tenté vers la fin de 1984 d'obtenir des capitaux américains pour implanter dans la circonscription du premier ministre une entreprise de fabrication de verre, qu'ils ont condamné les droits compensateurs imposés par les États-Unis sur les porcs d'origine canadienne et que, malgré tout cela, ils dénoncent un accord de libre-échange qui protégerait ces marchés du Manitoba. Le premier ministre du Manitoba et son gouvernement devraient remettre leur démission.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA POSITION DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE

Mme Lynn McDonald (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, les conservateurs veulent faire croire aux Canadiens, à tort selon moi, que l'opposition néo-démocrate au libre-échange repose sur une attitude rétrograde devant notre avenir. La vérité est toute autre. Ce sont les conservateurs qui sont rétrogrades, car ils restent attachés aux doctrines économiques des XVIII^e et XIX^e siècles, qui faisaient du libre-échange une panacée.